

## Sortir de l'Université de Nice Sophia-Antipolis en 2004 après des études de Droit, d'Economie ou de Gestion : des insertions professionnelles en demi teinte

Après trois ans de vie active, les jeunes (diplômés et non diplômés) issus de l'UFR de Droit, Economie et Gestion de l'UNS présentent des résultats mitigés en matière d'insertion professionnelle. Avec des taux de chômage important en juin 2007, un déclassement persistant et des salaires plutôt faibles, leur situation professionnelle est en demi teinte.

L'analyse porte sur les trois filières qui composent cette UFR : les juristes (Droit – Sciences politiques), les économistes (Sciences économiques et Gestion) et enfin la filière AES.

### Un jeune sur deux quitte l'UFR à l'issue d'un 1<sup>er</sup> cycle, la moitié sans diplôme de ce niveau (1)

En 2004, les jeunes quittent l'UFR de Droit, Economie et Gestion de l'UNS pour 53 % d'entre eux à l'issue d'un 1<sup>er</sup> cycle de formation, dont seulement un sur deux avec un diplôme universitaire en poche. Près d'un quart des jeunes issus de cette UFR détient un diplôme de master ou un doctorat. Ce sont les économistes et les gestionnaires qui entrent dans la vie active avec les diplômes les plus élevés : 32 % sont titulaires au moins d'un master, 57 % détiennent une licence ou un diplôme supérieur ; à l'opposé, à l'issue des formations AES, 71 % des jeunes quittent l'UNS au niveau du 1<sup>er</sup> cycle. Les sortants en 1<sup>er</sup> cycle bien plus nombreux pour les spécialités Droit, Sciences politiques et AES sont aussi fréquemment des jeunes sans diplôme universitaire : c'est respectivement le cas pour 72 % et 60 % d'entre eux (contre 20 % pour les jeunes sortis de 1<sup>er</sup> cycle Economie – Gestion). Globalement, les formations d'Economie et Gestion sont les plus représentées

avec 46 % des sortants de l'UNS en 2004 ; pour ces spécialités comme pour les autres, les jeunes femmes et les jeunes hommes sont quasiment à part égale.

### Des origines sociales plutôt modestes, comme au niveau national

L'UFR de Droit, Economie et Gestion est celle où la part des enfants de cadres est la plus faible avec 24 % seulement, contre 32 % pour tous les sortants de l'UNS. De ce point de vue, les sortants de l'UNS ne se distinguent pas des autres débutants puisque ce constat est également valide pour l'ensemble des sortants des universités de province.

Enfin, 43 % des jeunes de l'UFR ont au moins un de leurs deux parents né à l'étranger (de nationalité étrangère), proportion la plus élevée de l'ensemble des jeunes sortis de l'UNS. Elle est aussi de 20 points supérieure à celles des jeunes des mêmes spécialités de formation des autres universités de province.

**Tableau 1. Structure des sortants de l'UFR Droit, Sciences Eco et Gestion de l'UNS en 2004**

	1er cycle	2ème cycle (L3 et M1)	3ème cycle (M2, doctorat)	Ensemble	Part des femmes
Droit, Sciences Politiques	58%	19%	23%	40%	50%
Economie, Gestion	42%	25%	32%	46%	53%
AES	71%	27%	2%*	14%	51%
<b>UFR Droit, Eco. Gestion</b>	<b>53%</b>	<b>23%</b>	<b>24%</b>	<b>100%</b>	<b>52%</b>
<b>Ensemble UNS</b>	<b>40%</b>	<b>39%</b>	<b>21%</b>	<b>100%</b>	<b>53%</b>

(\* non significatif du fait d'un effectif enquêté trop faible)

(1) Rappelons que ces résultats sont fondés sur la population des répondants à l'enquête, c'est-à-dire essentiellement sur le marché du travail (en emploi ou au chômage).

### De taux de chômage élevés après trois ans de vie active pour les sortants de 2<sup>ème</sup> cycle.

En juin 2007, plus de 12 % des sortants de l'UFR Droit, Economie et Gestion sont à la recherche d'un emploi. Ce taux de chômage est non seulement supérieur à celui des jeunes de ces mêmes champs disciplinaires des autres universités de province mais aussi que celui des sortants de l'UNS (de 3 points). Les jeunes femmes sont plus fréquemment à la recherche d'un emploi trois ans après la sortie de l'UNS que leurs homologues masculins (13 % contre 11 %). Par ailleurs, le diplôme introduit de fortes disparités en matière de chômage : avec un taux de 16 % en juin 2007, les jeunes issus d'un 2<sup>ème</sup> cycle sont aussi mal lotis que les sortants sans diplôme de l'UFR. Les détenteurs d'un diplôme de 3<sup>ème</sup> cycle en revanche ne sont plus que 7 % à rechercher un emploi trois années après avoir quitté l'UNS. Pour ce qui est de la spécialité de formation, les juristes s'avèrent plus souvent au chômage

(18 %) que les économistes (10 %) plus encore que les sortants de la filière AES (6 %). Tout comme la situation d'actif occupé, l'accès à l'emploi et le maintien dans l'emploi ne sont pas facilités avec les diplômés. 17 % des jeunes issus d'un 1<sup>er</sup> cycle mettent plus de 6 mois pour accéder à un premier emploi contre près de 30 % pour ceux sortis d'un 2<sup>ème</sup> ou 3<sup>ème</sup> cycle de formation. **C'est la qualité du 1<sup>er</sup> emploi décroché qui fait véritablement la différence entre ces niveaux de formation.** Concernant les disciplines, la filière AES démontre d'un moins bon accès à l'emploi que les autres : 30 % des sortants de la filière mettent plus de 6 mois pour trouver leur premier emploi et près de 2 sur dix passent plus d'un an au chômage au cours de leurs trois premières années de vie active. A l'opposé, près de 8 % des juristes cumulent plus d'une année de chômage, depuis la fin des leurs études jusqu'en juin 2007.

**Tableau 2. Temps d'accès à l'emploi et taux de chômage en juin 2007 (en %)**

	Plus de 6 mois de chômage avant le 1er emploi	Plus de 12 mois de chômage en 3 ans	Taux de chômage à 3 ans
<b>UFR Droit Eco. gestion</b>	<b>23*</b>	<b>11,4</b>	<b>12,3</b>
1er cycle	17,7	8,5	13,8
<i>sans diplôme</i>	22,9	10,5	16,6
<i>avec diplôme</i>	12,4	6,5	11,6
2eme cycle	28,6	13,9	15,9
3eme cycle	28,9	15,2	6,7
Droit - Sciences politiques	22,4	7,8	18
Sciences éco - Gestion	21,3	12,1	10,1
AES	29,9	19,7	6,1
Hommes	22,1	8,8	11,3
Femmes	23,7	13,8	13,2
<b>UFR Droit Eco. gestion univ. Province</b>	<b>23,5</b>	<b>14,6</b>	<b>10,4</b>
<b>Ensemble UNS</b>	<b>20,9</b>	<b>10,1</b>	<b>9,2</b>

(\*) Note de lecture : 23 % des jeunes sortis de l'UFR Droit, Sciences Eco et Gestion de l'UNS en 2004 mettent plus de 6 mois pour décrocher un premier emploi.

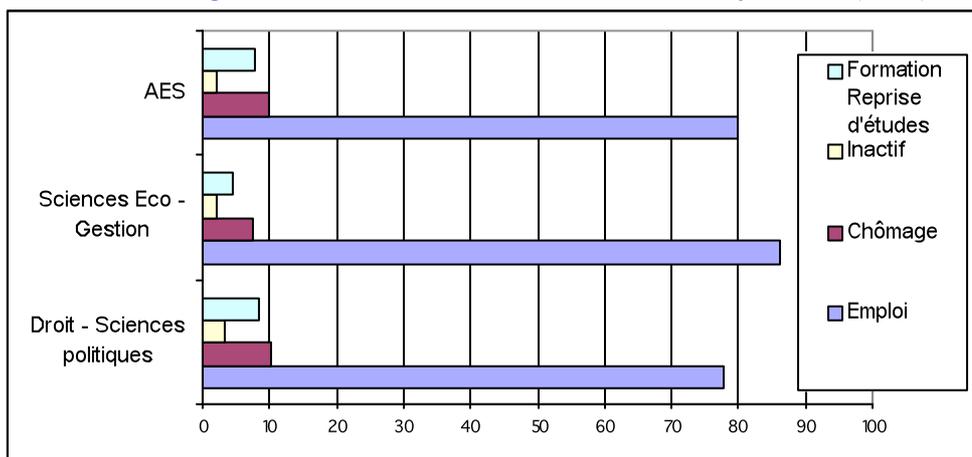
En définitive, les situations face au marché du travail au bout de trois ans de vie active diffèrent selon les disciplines : les économistes sont plus fréquemment en emploi (86 %) que les autres (80 % pour les sortants d'AES et 78 % pour les juristes) mais ils sont aussi ceux qui reprennent le moins des études ou des formations (4 % d'entre eux, soit deux fois moins que les autres sortants de l'UFR).

### 7 jeunes sur dix sont en emploi stable au bout de trois ans de vie active

A leur première embauche, près de 36 % des jeunes décrochent un CDI ou sont fonctionnaires. Trois années après avoir quitté l'UFR de Droit, Economie et Gestion, les jeunes actifs occupés en juin 2007 détiennent pour 72 % d'entre eux un emploi à durée

illimitée (CDI ou fonctionnaire). Cette situation est tout aussi fréquente qu'au niveau national pour les mêmes disciplines. C'est encore à l'issue du 2<sup>ème</sup> cycle que la stabilisation dans l'emploi est la moins évidente : en juin 2007, seulement 62 % des jeunes sont en emploi à durée illimitée (en CDI ou fonctionnaires), c'est 10 points de moins que les jeunes sortis de l'UFR aux autres niveaux de formation. Du point de vue du champ disciplinaire, ce sont les jeunes issus de la filière AES qui s'avèrent être un peu plus fréquemment en situation d'emploi précaire au bout de trois années d'expérience sur le marché du travail. En revanche, dès leur première embauche et jusqu'à juin 2007, les jeunes hommes et les jeunes femmes sont soumis à la même précarité de l'emploi.

**Figure 1. Situation face au marché du travail en juin 2007 (en %)**



**L'emploi public concerne très peu les jeunes économistes**

De la même manière, l'emploi à temps partiel ne concerne pas plus les jeunes femmes que leurs confrères, il représente près de 6 % des emplois détenus en juin 2007. Les jeunes sortis sans diplôme de l'UNS et ceux issus de 2<sup>ème</sup> cycle constituent les populations les plus soumises au travail à temps partiel avec des taux respectifs de 11 % et 8 %. De plus, les formations en Droit et Sciences politiques se distinguent très nettement des autres : près de 10 % des actifs débutants travaillent à temps partiel contre 6 % pour les économistes et 1 % pour les jeunes issus de la filière AES.

Globalement le secteur public est pour les jeunes issus de l'UFR Droit, Economie et Gestion un secteur peu attractif. En effet, il constitue un débouché moins fréquent que pour les autres disciplines : 16 % des sortants de cette UFR y occupent un emploi en juin 2007, contre 34 % pour l'ensemble des jeunes de l'UNS (20 % pour les jeunes des mêmes champs disciplinaires des autres universités provinciales). Ce secteur emploie jusqu'à un quart des sortants de 3<sup>ème</sup> cycle mais à peine près de 10 % des sortants de 1<sup>er</sup> cycle, qu'ils soient diplômés ou non. Enfin, les économistes se caractérisent par les taux d'emploi dans le public les plus faibles : seulement 12 % d'entre eux sont concernés.

**Tableau 3. Situation professionnelle en juin 2007 comparée à la situation à la première embauche (en %)**

	A l'embauche du 1er emploi				Trois ans après la fin des études - juin 2007				
	Part des cadres	Part des PI**	Part des emplois à durée illimitée	Secteur public	Part des cadres	Part des PI**	Part des emplois à durée illimitée	Secteur public	Taux de temps partiel
<b>UFR Droit Eco. gestion</b>	<b>12,7*</b>	<b>27,7</b>	<b>36,5</b>	<b>13,1</b>	<b>20,7*</b>	<b>39,9</b>	<b>72,1</b>	<b>16,5</b>	<b>6,4</b>
1er cycle	2,3	24,4	36,2	10,1	5,6	39,2	75,7	10,3	6,4
<i>sans diplôme</i>	0,5	15,8	28,4	12,8	1,2	38,3	64,6	10	11
<i>avec diplôme</i>	4,2	32,8	43,8	7,5	9	39,9	84,4	10,5	2,8
2eme cycle	6,2	35,7	42,5	7	12,9	46,2	62,4	19,8	8,1
3eme cycle	40,5	27,7	32	24,8	51,2	36,6	73,2	24,5	5,3
Droit - Sciences politiques	14,6	25,9	33,1	18,1	24,5	29,7	73,4	21,9	9,6
Sciences éco - Gestion	14,4	32,3	39,9	9,6	23,1	44,3	72,4	12,2	6
AES	1,8	16,9	35	10,3	4,8	47,4	68,4	19,5	1
Hommes	13,6	29,1	36,5	9	21	35,2	74,1	12,4	6,6
Femmes	11,9	26,3	36,5	17	20,5	44,6	70,1	20,6	6,3
<b>UFR Droit Eco. gestion universités de Province</b>	<b>15,9</b>	<b>34,4</b>	<b>30,9</b>	<b>15,5</b>	<b>25,6</b>	<b>40,5</b>	<b>71,8</b>	<b>19,7</b>	<b>7,8</b>
<b>Ensemble UNS</b>	<b>22</b>	<b>36,9</b>	<b>40,1</b>	<b>28</b>	<b>29,9</b>	<b>41,8</b>	<b>70,8</b>	<b>34</b>	<b>8,3</b>

Notes de lecture : (\*) 12,7 % des jeunes sortis de l'UFR Droit, Eco. et Gestion de l'UNS occupent un emploi de cadre à leur première embauche, 20,7 % des jeunes en emploi en juin 2007 sont dans cette situation. (\*\*) PI : Professions intermédiaires

### Le statut de cadre ne concerne qu'un diplômé de 3<sup>ème</sup> cycle sur deux

La moitié des diplômés de 3<sup>ème</sup> cycle est déclassée (les jeunes occupent un emploi d'un niveau inférieur à celui auquel ils peuvent prétendre). En dessous de ce niveau de formation, après trois ans de vie active, l'accès aux emplois d'encadrement est loin d'être évident. A peine 13 % des détenteurs d'une licence ou d'une première année de master sont cadres trois ans après la fin de leurs études et près de 40 % d'entre eux occupent des emplois d'employés ou d'ouvriers en juin 2007. Globalement à cette date, on compte 46 % de jeunes juristes dans ces catégories d'emploi et 33 % des jeunes économistes et gestionnaires. Par ailleurs, si les sortants de la filière AES de l'UNS sont très peu nombreux à être cadres, c'est principalement parce qu'ils sont très souvent seulement issus d'un 1<sup>er</sup> cycle de formation qui ne donne pas logiquement accès à ce statut en début de vie active. 48 % de ces débutants sont dans des emplois d'exécution après trois ans de vie

professionnelle.

### Des salaires plus faibles comparativement à l'ensemble des jeunes sortants de l'UNS

Au regard du salaire, après trois ans de vie active, les jeunes sortis de l'UFR de Droit, Economie et Gestion sont moins bien lotis que les autres débutants issus de l'UNS. Leur salaire médian net mensuel de 1 390 euros est inférieur de près de 8 % à celui perçu par les jeunes de l'UNS dans leur ensemble. Leur rémunération est également plus faible que celle des jeunes des mêmes disciplines des autres universités de province dont le salaire médian en juin 2007 atteint 1 470 euros.

Le niveau de rémunération suit globalement la hiérarchie des diplômes, les détenteurs d'un diplôme de 3<sup>ème</sup> cycle gagnant respectivement 38 % et 17 % de plus que les sortants de 1<sup>er</sup> cycle et de 2<sup>ème</sup> cycle. Les économistes et les juristes de l'UNS, plus diplômés que les sortants de la filière AES ont aussi des rémunérations plus élevées.

**Tableau 4. Salaires mensuels nets perçus en juin 2007 (en euros)**

	Droit - Sciences politiques	Sciences Eco - Gestion	AES	UFR Droit Eco Gestion
1er cycle	1 300*	1 280	1 160	<b>1 270</b>
2eme cycle	1 960	1 630	1 340	<b>1 500</b>
3eme cycle	1 620	1 800	1 510**	<b>1 750</b>
<b>Ensemble UFR</b>	<b>1 400</b>	<b>1 480</b>	<b>1 200</b>	<b>1 390</b>

Note de lecture : (\*) Un jeune sur deux sortis de l'UNS en 2004 après un 1<sup>er</sup> cycle Droit - Sciences politiques gagne mois de 1 300 euros nets par mois en juin 2007. (\*\*) non significatif car effectif enquêté insuffisant.

Les données utilisées ont été recueillies lors de l'extension pour l'Université de Nice Sophia Antipolis d'une enquête nationale « Génération 2004 », produite par le Centre d'Etudes et de Recherches sur les Qualifications, le Céreq. Cette enquête apporte des informations très détaillées sur les conditions d'entrée dans la vie active des jeunes sortis de l'enseignement supérieur en 2004. Parce que l'enquête nationale et l'extension niçoise sont produites dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités, les résultats en matière d'insertion des jeunes sont comparables entre le niveau national et local. La qualité de l'insertion professionnelle des jeunes issus de l'UNS est comparable à celle des jeunes sortis des universités de province considérées dans leur ensemble.

**Pour en savoir plus** ... Moullet S., Frickey A. (Direction scientifique), *Le devenir professionnel à l'issue des études à l'Université de Nice-Sophia Antipolis, Exploitation de l'extension niçoise de l'enquête Génération 2004, Etudes et Documents n° 27, OVE-UNS, novembre 2008.*

*Le devenir professionnel à l'issue des études à l'Université de Nice Sophia-Antipolis : quelle insertion pour les sortants de 2004 ?, In Folio n° 29, OVE-UNS, mars 2009.*

*Les Scientifiques sortis de l'Université de Nice Sophia-Antipolis en 2004 : des insertions professionnelles facilitées, In Folio n° 30, OVE-UNS, avril 2009.*

*Etre diplômé de l'enseignement supérieur, un atout pour entrer dans la vie active. Bref n°253, Céreq, juin 2008. Génération 2004, Les jeunes pénalisés par la conjoncture, Bref n°248, Céreq, janvier 2008.*

**Dossier réalisé par Stéphanie Moullet – Avril 2009**

**Observatoire de la Vie Étudiante, Université de Nice-Sophia Antipolis**

Pôle Universitaire Saint-Jean d'Angély, 24 av. des Diables Bleus, 06357 Nice cedex 4

Tél : 04 92 00 11 78 – Fax : 04 92 00 13 94 – E-mail : ove@unice.fr – <http://www.unice.fr/ove>